

# ACTION URGENTE

## CHINE. DES PERSONNES « DISPARUES » ET DÉTENUES ARBITRAIREMENT DANS LE XINJIANG

Plus de 60 personnes appartenant à des groupes ethniques à majorité musulmane auraient été internées dans des camps ou condamnées sans procès équitable et envoyées en prison dans la région autonome ouïghoure du Xinjiang. Ces cas sont représentatifs du nombre très élevé d'hommes et de femmes - peut-être un million, voire plus - qui auraient été placés en détention dans la région depuis 2017. D'après les éléments de preuve rassemblés par Amnesty International pour son récent rapport intitulé « *Comme si nous étions des ennemis de guerre* », les autorités chinoises s'en prennent sciemment et délibérément aux minorités ethniques dans le Xinjiang, notamment en restreignant illégalement leurs droits fondamentaux, ainsi qu'en menant une campagne ethniquement ciblée de détentions massives, de torture et d'autres formes de mauvais traitements.

**PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS**

*Président de la République populaire de Chine*  
Xi Jinping  
Zhongnanhai  
Xichangan'jie Xichengqu, Beijing Shi 100017  
Chine  
Fax : +86 10 6238 1025  
Courriel : english@mail.gov.cn

Monsieur le Président de la République,

J'ai pris connaissance avec désarroi du cas de plus de 60 personnes appartenant principalement à des groupes ethniques musulmans et qui auraient été internées dans des camps ou condamnées sans avoir bénéficié d'un procès équitable et emprisonnées dans le Xinjiang. Ces cas sont représentatifs de ceux des nombreux hommes et femmes – peut-être un million, voire davantage – qui auraient été arrêtés par les autorités chinoises dans le Xinjiang depuis 2017.

Selon les éléments de preuve qu'Amnesty International a réunis dans son rapport intitulé « [Comme si nous étions ennemis de guerre](#) », l'État chinois a commis des crimes contre l'humanité d'emprisonnement, de torture et de persécution dans le Xinjiang. Des actes licites que beaucoup d'entre nous considèrent comme des acquis, tels que le fait de vivre, de séjourner ou d'étudier à l'étranger, de communiquer avec des personnes se trouvant à l'étranger, de réciter le Coran ou de porter des tenues religieuses, peuvent être considérés comme un motif d'internement dans un camp ou d'incarcération dans une prison, où les personnes détenues sont soumises en permanence à un endoctrinement forcé, ainsi qu'à des actes de torture physiques et psychologiques et à d'autres mauvais traitements.

Les proches établis à l'étranger cherchent désespérément à entrer en contact avec leurs proches dans le Xinjiang, dont ils sont bien souvent sans nouvelles depuis des années. Au désespoir s'ajoute le fait que, faute de pouvoir consulter l'avocat de leur choix, les personnes détenues (principalement des Ouïghours, des Kazakhs et des membres d'autres minorités ethniques à majorité musulmane) risquent encore davantage de subir des actes de torture ou d'autres mauvais traitements.

**En conséquence, je vous prie instamment :**

- de libérer immédiatement toutes les personnes détenues dans des camps d'internement ou des prisons du Xinjiang, à moins qu'il existe suffisamment d'éléments crédibles et recevables prouvant que ces personnes ont commis une infraction reconnue par le droit international ;
- dans l'attente de leur libération, de révéler l'endroit où se trouvent ces personnes, de leur permettre d'entrer en contact avec leur famille et l'avocat de leur choix, et de veiller à ce qu'elles ne soient pas soumises à des actes de torture ni à d'autres mauvais traitements.

Veillez agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de ma haute considération,

## COMPLEMENT D'INFORMATION

Le Xinjiang est l'une des régions chinoises dont la population est la plus diversifiée sur le plan ethnique. Plus de la moitié de ses 22 millions d'habitants appartiennent à des groupes ethniques principalement d'origine turque et majoritairement musulmans, parmi lesquels les Ouïghours (environ 11,3 millions de personnes), les Kazakhs (environ 1,6 million) et d'autres populations dont les langues, les cultures et les modes de vie sont très différents de ceux des Hans, qui sont majoritaires en Chine « intérieure ».

Depuis 2017, sous prétexte de lutter contre le « terrorisme » et l'« extrémisme religieux », l'État chinois commet des violences systématiques et de grande ampleur à l'encontre des personnes musulmanes qui vivent dans le Xinjiang. On estime que plus d'un million de personnes ont été placées en détention arbitrairement dans des camps d'internement un peu partout dans le Xinjiang depuis 2017.

Le rapport d'Amnesty International intitulé [« Comme si nous étions ennemis de guerre » - internements, torture et persécutions perpétrés à une échelle massive contre les musulmans du Xinjiang](#) est le document le plus complet à ce jour sur la répression écrasante que subissent les Ouïghours, les Kazakhs et d'autres minorités ethniques à majorité musulmane dans le Xinjiang. La nouvelle enquête d'Amnesty International décrit les violations des droits humains perpétrées par les autorités chinoises dans le Xinjiang entre 2017 et 2021, y compris celles qui sont commises en dehors des camps d'internement. Essentiellement fondé sur des récits de première main recueillis par Amnesty International auprès de plus de 50 témoins et ancien-ne-s détenu-e-s de camps d'internement, qui pour la plupart ne s'étaient jamais exprimés publiquement jusqu'ici, le rapport aborde ce qu'ils ont vécu au moment de l'arrestation, à l'intérieur des camps d'internement et après leur libération des camps.

Les éléments que l'organisation a rassemblés fournissent une base factuelle qui permet de conclure que l'État chinois a perpétré au moins les crimes contre l'humanité suivants : emprisonnement ou privation importante de liberté physique en violation des règles fondamentales du droit international, torture et persécution.

Les autorités chinoises ont nié l'existence des camps d'internement jusqu'en octobre 2018, et ont ensuite affirmé qu'il s'agissait de centres de « formation professionnelle » gratuite et volontaire. Selon elles, l'objectif de cette formation est de dispenser un enseignement technique et professionnel pour permettre à ces personnes de trouver un emploi et de devenir des citoyens « utiles ». Les explications de la Chine, cependant, contredisent les informations recueillies auprès d'ancien-ne-s détenu-e-s faisant état de coups, de privation de nourriture et de détention à l'isolement.

La Chine a rejeté les demandes de la communauté internationale, y compris d'Amnesty International, l'appelant à autoriser des experts indépendants à se rendre librement dans la région du Xinjiang. En revanche, elle a multiplié les efforts pour faire taire les critiques en invitant des délégations de divers pays à se rendre au Xinjiang pour des visites soigneusement orchestrées et surveillées de près.

Il faut que la Chine ferme immédiatement tous les camps d'internement qui existent encore et libère toutes les personnes qui se trouvent dans ces établissements ou d'autres centres de détention – y compris les prisons – dans le Xinjiang, à moins que suffisamment d'éléments crédibles et recevables ne prouvent qu'elles ont commis une infraction reconnue par le droit international. Il est nécessaire qu'une enquête indépendante et efficace soit menée sur les présomptions de crimes contre l'humanité et d'autres graves violations des droits humains qui sont décrits dans le rapport *« Comme si nous étions des ennemis de guerre »*. Toutes les personnes raisonnablement soupçonnées d'être pénalement responsables de ces actes doivent être traduites en justice dans le cadre de procès équitables.

**LANGUE(S) À PRIVILÉGIER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS :** chinois, anglais

Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

**MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE :** 10 SEPTEMBRE 2021.

Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

**NOM ET PRONOM À UTILISER :** un groupe de personnes (N/A)